



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/N°281/6.1

Objet : AUTORISATION D'EFFECTUER UNE ANIMATION MUSICALE

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le Code de justice administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris notamment en ses articles L 2212.1 et suivants, concernant les pouvoirs de police du Maire, et tout particulièrement l'Article L2213-1,
Vu le code de la Santé Publique et notamment les articles L1311-1 et suivants,
Vu le Décret n° 2017-1244 du 07 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés,
Vu l'Arrêté Préfectoral N°99/1569 du 22 juin 1999, concernant la lutte contre les bruits de voisinage, modifié par l'Arrêté Préfectoral du 11 Juillet 2008 N°2008-193-7,
Vu la demande présentée le 10 mai 2023, par Mme AZUARA Carine, Représentant la Brasserie La Détente, 4 Place Saint Louis 30220 Aigues-Mortes,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Dates - horaires :

Madame AZUARA Carine est autorisée à effectuer des animations musicales :

- **Le mardi 25 juillet 2023 de 18h00 à 21h00**
- **Le dimanche 03 septembre 2023 de 18h00 à 21h00**

Avec le groupe : « Stéphane DAMOUR ».

ARTICLE 2 : Lieu :

Madame AZUARA Carine, gérante du restaurant à l'enseigne LA DETENTE sis 4 place St Louis 30220 AIGUES-MORTES, est autorisée à organiser des animations musicales au sein de son établissement aux dates mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3 : Mesure dérogatoire à la circulation et au stationnement :

Par dérogation à l'arrêté municipal n°122/2023 en date du 06/03/2023 réglementant la circulation et le stationnement en zone piétonne, Monsieur Stéphane DAMOUR est autorisé à emprunter la rue Sadi Carnot, afin de se rendre Place Saint Louis le temps nécessaire à l'installation et désinstallation du matériel.

Afin de permettre l'accès de la zone piétonne au groupe, Monsieur Stéphane DAMOUR est tenu de contacter la patrouille de Police Municipale, pour l'ouverture et la fermeture des barrières de sécurités.

A l'issue de l'installation, Monsieur Stéphane DAMOUR doit sortir le véhicule de la zone piétonne et le stationner sur des emplacements autorisés.

ARTICLE 4 : Lutte contre le bruit :

L'organisatrice devra prendre toutes les mesures utiles pour que les bruits émanant de la manifestation ne soient, à aucun moment, gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

ARTICLE 5 : Verbalisation :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : Application :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 17 mai 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

